

Colombie : deux ans après son élection, qu'en est-il du progressisme du Président Petro ?

Gustavo Petro a été élu président de la Colombie en 2022 avec 50,44% des voix et une abstention de 41,8%. Le vote jeune a été décisif dans cette élection, alors que d'habitude les jeunes s'abstiennent. Cela a suivi un soulèvement populaire important, avec des blocages des villes et de l'économie et un caractère insurrectionnel par moments¹. Les centrales syndicales avaient lancé le premier appel, mais avaient été débordées. Il y a eu 75 morts, 1500 blessés, 160 disparus, 18 cas de violences sexuelles, etc. La revendication essentielle était la subsistance. La société colombienne est classée par l'OCDE comme la plus inégale du monde. La société est très divisée. L'élection de Petro, ancien marxiste et toujours marqué à gauche, avait suscité un certain espoir dans les couches populaires ; mais, depuis deux ans, il se heurte à l'opposition de droite, qui reste majoritaire au Congrès (la coalition gouvernementale de Petro ne compte que 88 députés sur 188 et 38 sénateurs sur 106), et surtout à son propre refus de s'en prendre au capitalisme.

Faute de s'en prendre aux intérêts des capitalistes, les réformes économiques et sociales sont timides ou impuissantes

La politique de Petro est basée sur un « plan national de développement », qui a été réalisé avec la consultation des « bases populaires » : environ 250 000 personnes sur tout le territoire ont participé à son élaboration, à travers de nombreuses réunions. L'objectif était de construire un nouveau « contrat social pour protéger la vie », fondé notamment sur le droit à l'alimentation, avec la perspective d'une souveraineté alimentaire du pays et des régions. Il s'agit d'organiser les territoires en faisant participer les communautés. Le plan se réclame des droits fondamentaux énoncés dans la Constitution de 1991, mais violés depuis. Il entend développer une économie qui tienne compte du changement climatique, en misant sur les énergies renouvelables à la place du pétrole et du charbon, avec l'objectif de limiter l'extractivisme en n'accordant plus aucun nouveau permis d'exploration, tout en engageant un processus d'industrialisation et de développement agricole.

Ce plan a été en partie mis en œuvre. C'est ainsi que la part des énergies renouvelables dans la production énergétique du pays a progressé, au-delà de l'énergie hydraulique qui représente déjà 70% de la production d'électricité en Colombie et qui est très impactée par le changement climatique, avec des barrages contestés pour leurs conséquences sur la biodiversité. De plus, dans un pays où la durée de la semaine de travail est la deuxième plus longue du monde, selon l'OCDE, Petro voudrait la faire passer de 46 à 40h. Mais globalement, l'absence de mesures anticapitalistes limite beaucoup la portée du plan promis. Petro refuse toute nationalisation, toute mesure qui remettrait en cause les intérêts des grandes entreprises privées, qu'elles soient colombiennes ou étrangères. Il cherche en effet à concilier son programme avec la dépendance historique de l'économie colombienne à l'investissement des capitalistes étrangers (qu'il s'agissait de « rassurer » pour enrayer la forte dépréciation de la monnaie nationale qui a suivi son arrivée au pouvoir²) et aux exportations. Ces deux variables ont été en effet motrices³ dans la reprise économique rapide observée en Colombie de 2020 à 2022, en particulier dans un contexte de faible croissance de la productivité⁴ (la plus faible d'Amérique latine avec celle du Mexique) en partie lié à un retard accumulé en termes de qualité des infrastructures routières, portuaires et ferroviaires.

Sur le plan social, Petro a certes voulu mettre en œuvre des réformes. Il a réussi notamment à imposer la gratuité de l'université jusqu'à la licence. Mais la plupart de ses projets se sont heurtés à la résistance du Sénat, qui représente les capitalistes et les grands propriétaires fonciers. C'est le cas de la réforme de

¹ - voir notre article de 2021 : « Colombie, la révolte de la dignité », *Tendance Claire*, 6 mai 2021, <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1678>.

² - Le dollar américain s'échangeait contre environ 4000 pesos colombiens à la veille des présidentielles de fin juin 2022, et contre environ 5 000 pesos colombiens début novembre 2022, ce qui constitue une dépréciation d'environ 25% du peso colombien en 4 mois. Ce genre de dévaluation monétaire est symptomatique d'une fuite des capitaux internationaux hors de Colombie à la suite de l'arrivée au pouvoir de Petro. Depuis, les marchés de capitaux semblent avoir été rassurés et le taux de change Dollar/peso est revenu à ses niveaux de juin 2022.

³ - Voir *Etudes économiques de l'OCDE – Colombie*, février 2022.

⁴ - En 2019, selon l'OCDE, la productivité du travail en Colombie n'était qu'à peine plus de 20% supérieure à celle de 1990, alors qu'elle avait cru en moyenne de 80% en Amérique latine. Cette croissance de la productivité sur le continent est principalement tirée par l'Argentine, le Brésil et le Chili. Voir *Etudes économiques de l'OCDE – Colombie*, février 2022.

la santé, qui devait faire passer au secteur public des pans du système actuel, qui est essentiellement privé. La principale réforme qui est passée est celle des retraites. Elle entend rendre leur financement public pour les bas et moyens salaires (au-delà, les complémentaires privées sont maintenues). Il s'agit de rompre avec la politique néolibérale du président précédent, Uribe, qui avait donné la priorité à des fonds de pension privés, très rentables pour les capitalistes, mais très peu pour les travailleurs. De plus, Petro a mis en place un minimum vieillesse (70 euros par mois quand on n'a pas assez cotisé et qu'on est âgé de plus de 75 ans) et consenti à diminuer de 50 semaines par enfant la durée de cotisation pour les femmes. Cependant, cette réforme pourrait être mise en cause par la Cour constitutionnelle, qui prétend que le débat parlementaire n'a pas été conforme aux règles.

Les « progrès » avancés comme étant liés à la gouvernance de Petro sont réels mais restent limités. Selon les statistiques officielles, la pauvreté monétaire a diminué de plus de 3 points de pourcentage passant de 36,6% de la population en 2022 à 33% en 2023, ce qui est certes significatif mais qui constitue surtout un rattrapage par rapport à l'explosion de la pauvreté liée à la crise du coronavirus (le taux de pauvreté avait atteint 42,5% en 2020). De plus, le salaire minimum a augmenté, passant de l'équivalent de 220 euros en 2022, à 277 en 2023 et 310 en 2024. Néanmoins, cette dernière augmentation du salaire minimum (12%) n'est pas significativement plus élevée que celle des prix (11,7%), et 58% des travailleurs colombiens, travaillant dans l'économie informelle, ne sont pas concernés. L'ampleur de la déforestation annuelle a été réduite de manière significative, mais elle reste colossale. Les kidnappings ont diminué de 60%. Cependant, la violence est loin d'être contenue, car les groupes paramilitaires d'extrême droite continuent de nuire.

Faute de s'en prendre aux propriétaires fonciers, la « réforme agraire » reste homéopathique et l'économie illégale continue de prospérer

Petro a aussi esquissé une réforme agraire très limitée. Il est pourtant vital pour les paysans que la terre soit massivement redistribuée. Actuellement, la Colombie compte 69 millions d'hectares utiles pour l'activité agricole, mais 68% de cette surface sont exploités par des fermes de plus de 500 ha, alors que 4,2% le sont par des fermes de moins de 5 ha. Les paysans cultivent 4 millions d'ha, alors que 60 millions sont utilisés pour l'élevage des bovins, de manière extensive (on compte 1,3 ha par vache !). Faute d'avoir leurs propres terres, la plupart des paysans sont obligés de vendre leur force de travail pour un salaire de misère, le plus souvent journalier et dans un cadre informel, sans la moindre stabilité. En revanche, les propriétaires fonciers bénéficient de multiples avantages, avec notamment des taxes très faibles. Ils ont un poids considérable dans la société colombienne, qui leur permet aussi d'influencer électoralement le pays.

De plus, ils contribuent beaucoup au blanchiment de l'argent de la drogue. Cette structure de la propriété agraire est la cause essentielle de la violence en Colombie. Cela explique l'origine des guérillas, mais aussi leur reconversion dans l'économie de la drogue, l'extractivisme et l'économie illégale. Certes, il y eut un « accord de paix » en 2016 avec les guérillas⁵. Mais 50% des mesures de cet accord n'ont pas été réalisées, notamment celle prévoyant de redistribuer 3 millions d'hectares aux paysans victimes des conflits armés. Alors même qu'on était loin des 8 millions d'hectares réellement volés aux paysans déplacés durant 30 ans, le gouvernement précédent a tout fait pour empêcher cette redistribution limitée. Petro argue que cet accord a été formalisé par l'ONU et relève donc d'une obligation pour l'État colombien, mais cela ne suffit évidemment pas à sa mise en œuvre, car les capitalistes et les grands propriétaires terriens s'y opposent. Mais, au lieu de s'en prendre à eux, Petro se contente de dénoncer l'économie illégale, qui n'est qu'un aspect de leur pouvoir. Il refuse notamment toute expropriation, préférant racheter des terres. Mais, en deux ans, seuls 184 000 hectares ont été rachetés, auxquels s'ajoutent 112 000 ha de terres d'État qui avaient été accaparées illégalement. À ce rythme, il faudrait 20 ans pour arriver aux 3 millions d'ha restitués aux paysans, comme le prévoit l'accord de 2016.

La lutte contre l'économie illégale a certes marqué quelques points. Il y a notamment des records dans l'interception de cocaïne (1100 tonnes saisies depuis 2022) et la destruction de laboratoires de

⁵ Voir notre article de l'époque, « La guérilla en Colombie et le processus de paix », Tendances Claire, <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1155>

production (113). La politique de Petro vise à transformer des secteurs de l'économie illicite en économie légale, par exemple en remplaçant la production de coca par celle du bois ou des noix de coco. Mais cela reste très limité par rapport à la réalité faramineuse du secteur de la cocaïne, et certains groupes de guérilla continuent d'en produire.

Faute de rompre avec l'impérialisme, la politique internationale de Petro reste très timorée

Sur le plan de la politique internationale, il faut saluer le fait que Petro a rompu les relations diplomatiques avec l'État d'Israël. C'était attendu par la population, qui sait que ce sont les militaires israéliens qui avaient appris à l'armée colombienne à torturer et massacrer les guérilleros et les opposants politiques. Par ailleurs, dans la guerre russo-ukrainienne, Petro affiche une position de neutralité et dit vouloir une politique de paix. Mais c'est surtout sur la question climatique qu'il joue un rôle international progressiste. Il insiste sur la nécessité de mesures pour défendre le climat, notamment contre la déforestation et pour la préservation des rivières et des ressources en eau. Il propose aux institutions financières et aux créanciers internationaux une remise de la dette colombienne en échange de mesures fortes pour la sauvegarde de l'Amazonie en tant que poumon de la planète, comme tel bien commun de l'humanité. Tout en essayant de constituer un axe sur ce plan avec Lula, le président du Brésil, Petro promeut à juste titre la participation des peuples autochtones à la défense de la forêt et de l'eau. Il a aussi obtenu que la prochaine COP 16 ait lieu en Colombie, à Cali, et c'est important qu'un événement d'une telle importance ait lieu dans un pays comme la Colombie, à la fois dominé et stratégique pour la défense des ressources naturelles de la planète. Du reste, des groupes armés menacent de la faire échouer. Petro demande une trêve à l'occasion de cet événement d'importance mondiale. Cela permettra peut-être de rouvrir des négociations entre l'État et les guérillas.

S'il revendique l'autonomie et l'autodétermination des peuples, Petro est cependant loin de mener une politique anti-impérialiste. Il poursuit notamment la construction, lancée par le gouvernement précédent, d'un poste militaire dans l'île de Gorgona, financé par les États-Unis pour renforcer, au nom de leur « sécurité hémisphérique », un gigantesque dispositif stratégique consistant en un corridor de bases opérationnelles tout au long des côtes sud-américaines du Pacifique. Pourtant, la mobilisation contre cette opération impérialiste et ce désastre écologique (l'île est un extraordinaire refuge pour la faune et la flore et le projet états-unien y ruinerait la biodiversité) est forte et met Petro en porte-à-faux⁶. De même, Petro poursuit la construction d'une grande et très moderne station policière en Amazonie, elle aussi financée par les États-Unis, qui prétendent ainsi lutter contre les trafics et la déforestation, mais qui veulent en fait avant tout augmenter encore leur contrôle territorial de l'Amérique latine.

L'impérialisme des États-Unis, dominant en Colombie, passe aussi en grande partie par la dette publique, dont 46% est dite « externe » en 2022, c'est-à-dire détenue par des capitalistes étrangers (ici principalement des gestionnaires d'actifs américains). Rompre avec l'impérialisme américain en Colombie signifie donc rompre avec une source importante de financement public et nécessiterait donc une répudiation de la dette et une socialisation du système bancaire. Sur cette question, Petro n'a pour l'instant engagé aucune mesure de rupture, et se contente de proposer un mécanisme qui consisterait à échanger de la dette colombienne (c'est-à-dire l'annuler) contre des politiques permettant à la Colombie de cesser de produire et d'exporter des hydrocarbures (et ainsi préserver la biodiversité tropicale). Mais qui peut croire que les États impérialistes, dont les multinationales misent encore énormément sur les énergies fossiles, s'engageraient de leur plein gré sur cette voie après avoir été convaincus par Petro que ce serait « dans leur intérêt » ? La diversification de la structure productive de la Colombie vers la fin de l'extractivisme ne pourra se faire qu'en rupture nette avec l'impérialisme qui a, depuis des décennies, fait de la Colombie l'un de ses puits de pétrole et de ses mines de charbon.

Faute d'une vraie politique de rupture, Petro ne peut qu'être de plus en plus fragile

Le président Petro reste donc toujours sur la corde raide. Il prétend faire son possible, dans des conditions institutionnelles difficiles car encore dominées par la droite, pour défendre les intérêts de la

⁶ cf. le très bon article d'Olga Gonzalez : <https://blogs.mediapart.fr/olga-l-gonzalez/blog/210224/colombie-lopposition-une-station-militaire-dans-une-reserve-biologique-grandit>

population, mais il est loin de prendre des mesures qui permettraient réellement cela. Cela confirme combien dans les sociétés capitalistes, *a fortiori* dans les pays dominés comme la Colombie, la voie du réformisme est une impasse totale. Même parmi les soutiens de Petro, les gens se posent donc de plus en plus de questions sur sa capacité, voire sa volonté de changer réellement les choses. Dans les trois premiers mois de son mandat, les taux d'intérêts auxquels l'Etat colombien emprunte ont augmenté alors même que Petro n'était pas entré en confrontation avec ses créanciers, et l'instabilité du taux de change s'est accrue depuis son arrivée au pouvoir⁷, tout cela réduisant ses marges de manœuvre budgétaires, déjà bien maigres. Le risque est grand que les masses soient frustrées et que la droite revienne au pouvoir aux prochaines élections, en 2026 – ce à quoi elle se prépare toujours davantage.

La seule solution, pour engager une véritable politique de rupture avec le système actuel, c'est la mobilisation des masses. Il faut retrouver le fil de continuité avec le grand soulèvement populaire de 2021, qui avait commencé en réaction à une réforme fiscale injuste d'Ivan Duque pour s'étendre à d'autres questions sociales et démocratiques. Celui-ci a eu des effets positifs avant même l'arrivée de Petro au pouvoir, en permettant un renforcement du niveau d'organisation et de conscience des masses et une répression globalement moindre. Mais ces résultats sont évidemment fragiles et pourraient commencer à s'émousser si les luttes ne reprennent pas à un haut niveau.

Il faut notamment continuer et amplifier la bataille pour la libération des 250 prisonniers de la « première ligne⁸ », surtout des jeunes, qui sont accusés de crimes et risquent des dizaines d'années de prison, alors que la vraie raison est leur participation au soulèvement. Les procureurs sont impitoyables et vont jusqu'à produire des faux, comme l'ont montré plusieurs avocats. Certes, Petro n'en est pas responsable, car il respecte la séparation des pouvoirs. Mais il ne mène pas non plus le combat politique nécessaire contre cette « justice » colombienne aux mains de la droite.

La semaine dernière, à l'occasion de sa venue en France pour les Jeux olympiques, Petro a rendu visite aux militants colombiens qui vivent ici, en inaugurant la maison de la Colombie à La Villette. Nous avons pu l'interpeller pour qu'il intervienne en faveur de la libération des prisonniers de la « première ligne ». Nous lui avons transmis notamment la lettre d'un jeune emprisonné, syndiqué, à qui le procureur propose de se déclarer coupable pour un acte qu'il n'a pas commis, en échange d'une réduction de peine ! Cet exemple est révélateur de la pression considérable exercée sur ces jeunes révoltés de 2021. Nous avons remis également à Petro la pétition que nous avons contribué à initier l'année dernière, signée par 150 militant-e-s et intellectuel-le-s⁹. Nous nous réjouissons que Petro ait ensuite relayé la remise de la pétition sur le réseau X¹⁰. Mais il faut maintenant engager un rapport de force avec les procureurs pour imposer la libération des prisonniers et l'amnistie de toutes celles et ceux qui ont participé au soulèvement de 2021. Ce serait un signe fort pour redonner confiance aux gens des quartiers populaires.

Au-delà de cette question, il faut développer une opposition sociale toute indépendance à l'égard des forces de la bourgeoisie comme du gouvernement et du parti de Petro, en particulier dans un contexte où Petro insiste sur la nécessité d'alliances parlementaires avec des partis néolibéraux du centre et de centre-droit. Il s'agit d'exercer une pression sur sa gauche tout en préparant les conditions de son dépassement. Et il est nécessaire d'explorer toutes les voies possibles pour la constitution d'une organisation communiste révolutionnaire, au-delà des actuels groupes beaucoup trop petits et divisés, en dialoguant avec les éléments les plus à gauche du « pacte historique » (coalition des partis de gauche ayant soutenu Petro) et les travailleurs-ses les plus « avancés » politiquement des derniers grands mouvements sociaux et des secteurs clés de l'économie colombienne.

Vicky

⁷ - En effet, d'après les analystes, le capital financier semble avoir tout de même été apeuré par les annonces de Petro sur la fin des permis d'exploration. Les taux d'intérêts des titres de dette publique de l'Etat colombien ont néanmoins retrouvé leur niveau d'avant Petro (autour de 10%) après avoir connu un pic à près de 15% en octobre 2022.

⁸ - La « première ligne » désigne ceux et celles, très jeunes souvent, qui ont constitué la première ligne des manifestations et rassemblements pendant le mouvement social, et qui ont affronté directement les forces de l'ordre avec des armes défensives artisanales. La « première ligne » n'a donc pas d'existence formelle, bien qu'elle ait été qualifiée d'« organisation criminelle » par le ministère public colombien (équivalent du « parquet » en France).

⁹ - « Liberté pour les activistes de la mobilisation de 2021 en Colombie. », Collectif, <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1881>

¹⁰ - Petro a partagé cette publication d'une activiste montrant la remise de la pétition et relayant la pétition : <https://x.com/AlemanaPte/status/1816587468621189552>